



République Démocratique
du Congo (RDC)

Synthèse des résultats du 9^{ème} cycle IPC
Situation actuelle de l'insécurité alimentaire aiguë

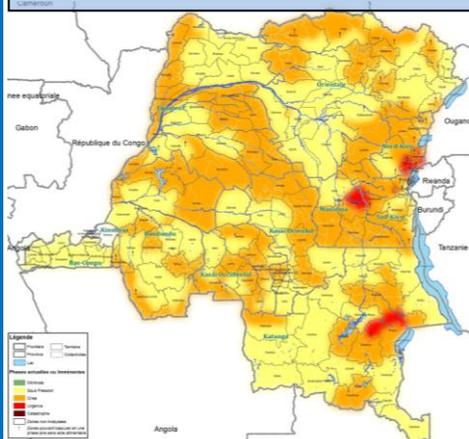
Juin – Septembre 2013

La persistance des conflits armés à l'Est du pays et la chronicité de l'insécurité alimentaire entravent les efforts de tous les acteurs

Selon le 9^{ème} cycle IPC du mois de juin 2013, 6,35 millions de personnes sont en insécurité alimentaire en RDC, phases 3 « crise » ou 4 « urgence », soit environ 10% de la population rurale. Comparativement au 8^{ème} cycle du mois d'octobre 2012 (révisé en décembre 2012), on observe une très légère amélioration. Les efforts consentis au niveau des interventions ont pu éviter des catastrophes humanitaires, mais n'ont pas compensé la continuité ou la résurgence de certains facteurs de crise alimentaire : mise en évidence par des enquêtes récentes d'une forte dégradation de la situation alimentaire et nutritionnelle dans certaines provinces, la persistance des conflits armés et intercommunautaires avec des mouvements récurrents de population (déplacés internes, réfugiés, rapatriés, retournés, refoulés d'Angola).

En ce qui concerne la dimension spatiale, en dépit du fait que plus de territoires soient classés en phase de crise c'est-à-dire en phase 3 (82 territoires en juin 2013 contre 77 en décembre 2012 et 63 en juin 2012), on note en revanche une diminution du nombre de territoires en phase 4 (Urgence). Le nombre de territoires en phase 4 est passé de 7 en décembre 2012 à 5 en juin 2013. Ces territoires qui étaient localisés auparavant dans 4 provinces, sont maintenant concentrés dans deux provinces : Nord Kivu (Rutshuru, Nyragongo, Masisi, Walikale) et Katanga (Manono). Ce qui traduit une légère atténuation du niveau d'acuité de la crise alimentaire.

Comment la situation a-t-elle évolué ? Dernière analyse IPC, Décembre 2012



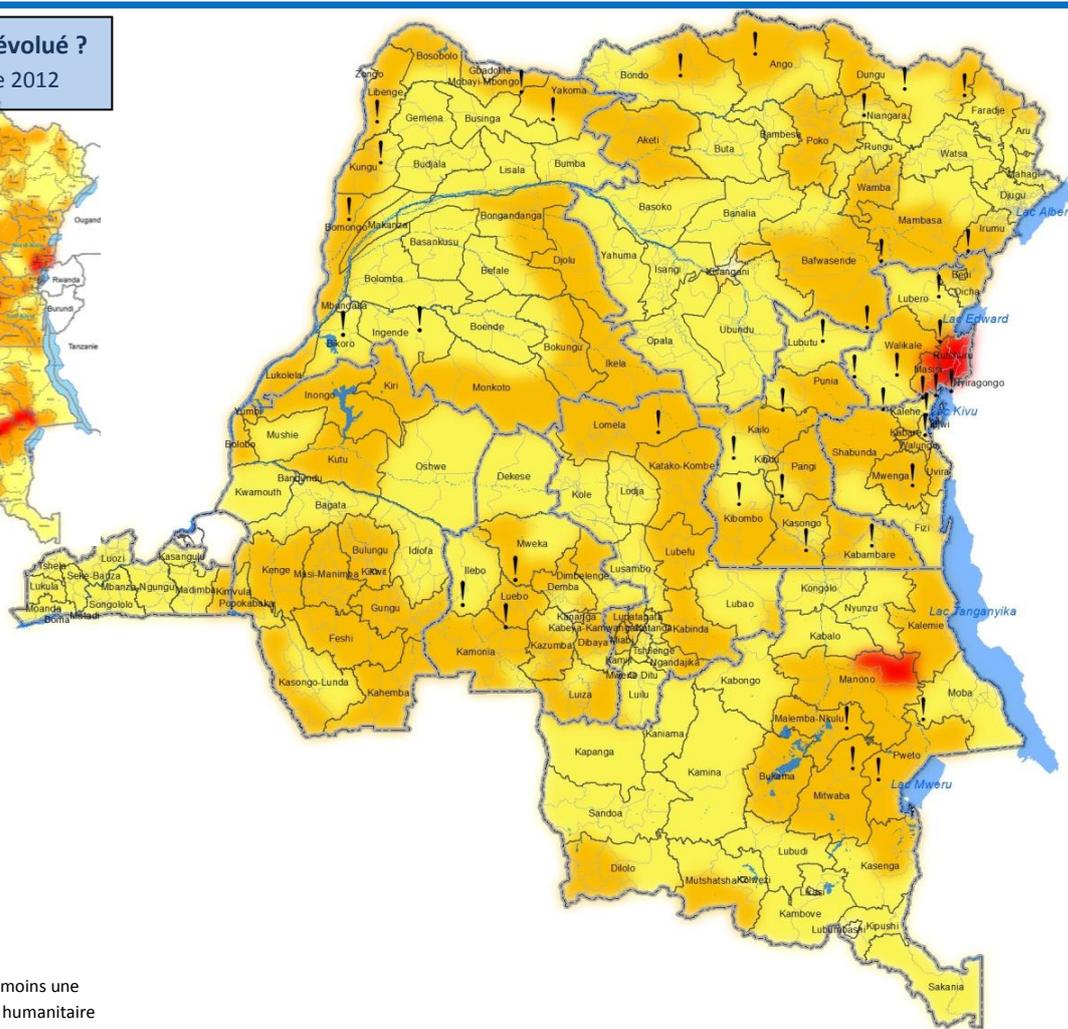
Legende

- Lacs et Cours d'eau
- Frontière
- Province
- Territoire
- Collectivité

Phases Actuelles ou Imminentes

- Zone Non Analysée
- Zone aux Preuves Insuffisantes
- Minimale
- Sous Pression
- Crise
- Urgence
- Famine

! La zone serait probablement dans au moins une phase de pire sans les effets de l'aide humanitaire



Partenaires de l'Analyse et Organisation de Soutien



Les partenaires globaux du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC)



*Le CE dans le partenariat global est représenté par le Centre commun de recherche



Principales conclusions et enjeux de l'analyse

Le 9^{ème} cycle d'analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) de la RDC du mois de juin 2013 a identifié **6,35 millions de personnes en situation de crise et urgence alimentaire (phases 3 et 4 de l'IPC)**. Elles sont réparties dans 82 territoires pour la phase 3 et 5 territoires pour la phase 4. Les territoires en phase 4 *Urgence* sont localisés dans les zones affectées par les conflits armés du Nord Kivu (Rutshuru, Nyragongo, Masisi et Walikale) et du Katanga (Manono), tandis que 82 territoires sont en phase 3 *Crise* et que les 63 territoires restants sont en phase 2, *Sous pression*. S'appuyant sur une analyse multidimensionnelle de la sécurité alimentaire, cette classification a utilisé différents indicateurs informant sur les quatre résultats de sécurité alimentaire que sont la consommation alimentaire des ménages, l'évolution des moyens d'existence, l'état nutritionnel et la mortalité selon le cadre analytique de l'IPC.

Les résultats des analyses situationnelles de la sécurité alimentaire en RDC mettent en exergue deux principales situations bien distinctes. **Les provinces de l'Ouest et du Centre du pays** (Bandundu, Bas Congo, Kasai Occidental, Kasai Oriental et Equateur), où l'on n'observe un **accroissement du nombre de territoires en phase de crise** par rapport au 8^{ème} cycle (7 territoires sont passés de la phase 2 à la phase 3), caractérisés par une **chronicité de l'insécurité alimentaire et de récents afflux de réfugiés centrafricains** dans certains territoires au nord des provinces de l'Equateur et de la Province Orientale (38 471 à la date du 30 avril 2013 selon le HCR). Les indicateurs de sécurité alimentaire et nutritionnels continuent d'être problématiques du fait de la persistance de causes structurelles défavorables (faible productivité agricole à cause de la précarité des facteurs de production, présence d'épizooties et phytopathologies, inondations plus fréquentes, fort enclavement des zones de production agricole, etc.). Les scores de consommation alimentaire pauvre et limite sont parfois supérieurs à 50% et concernent dans certaines zones jusqu'à 70% de la population. Du fait entre autres de la pauvreté, du faible pouvoir d'achat, des épidémies et des mauvaises habitudes alimentaires, la malnutrition aiguë est persistante, avec des taux de malnutrition aiguë globale (MAG) qui dépassent largement le seuil de tolérance de 10% dans plusieurs zones enclavées du pays, ainsi que dans des zones minières. Les autres facteurs de crise comme les conflits intercommunautaires, l'impact néfaste sur les populations hôtes de l'arrivée massive des réfugiés centrafricains et des rapatriés de la République du Congo dans l'ouest de l'Equateur, et l'afflux de personnes retournées suite à un ultimatum des autorités angolaises dans les provinces du Kasai Occidental, du Kasai Oriental et du Bandundu, désorganisent également les équilibres alimentaires et nutritionnels déjà très précaires.

Les conflits armés rythment la situation du second groupe des **provinces de l'Est du pays** (Nord Kivu, Sud Kivu, Province Orientale, Maniema et Katanga). La période de novembre 2012 à mai 2013 a été caractérisée par la **poursuite des conflits armés, entraînant d'importants mouvements de populations** avec indubitablement la détérioration des moyens d'existence et des conséquences néfastes sur la situation de sécurité alimentaire des populations des zones concernées. De graves incidents sécuritaires (impliquant les FARDC, le M23, les séparatistes « Kata Katanga » et les autres groupes armés) ont été rapportés à : Goma, Rutshuru, Kitchanga au Nord Kivu ; Punia, Kasese au Maniema ; dans les territoires situés au centre et au nord du Katanga ; au nord du territoire d'Aru, au sud des territoires d'Irumu et de Mambasa, dans le District de l'Ituri, certaines zones dans les territoires d'Ango et de Banda dans le District du Bas Uélé en Province Orientale, ainsi que la réactivation de certains groupes armés au Sud Kivu. Néanmoins, des améliorations de l'état alimentaire et nutritionnel des populations sont perceptibles suite aux **interventions de la communauté humanitaire et de développement** ; c'est particulièrement le cas dans les provinces du Nord Kivu (Lubero et Sud Masisi), du Katanga (Pweto et Mitwaba), du Maniema (Lubutu et Pang'i) et du Sud Kivu (Kalehe). De 4 provinces où on observe des territoires en phase d'urgence en octobre/décembre 2012, seules 2 provinces sont concernées par le présent cycle IPC : le Nord Kivu (Rutshuru, Nyragongo, Masisi et Walikale) et le Katanga (Manono). C'est dans ces deux provinces que les récentes enquêtes ont mis en évidence une dégradation globale de la consommation alimentaire suite aux mouvements répétés des populations dus aux conflits armés et une situation de malnutrition tout aussi inquiétante que dans les zones de l'Ouest de la RDC. **Les causes structurelles de crise** évoquées pour les zones de l'Ouest sont également valables à l'Est du pays, avec en plus une forte pression démographique et des conflits fonciers limitant l'accès à la terre.

Méthode et processus

L'analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë inclut une grande diversité d'indicateurs et de preuves pour informer au final les quatre résultats de sécurité alimentaire à savoir : la consommation alimentaire, l'évolution des moyens d'existence, l'état nutritionnel et la mortalité. L'analyse utilise toutes les données secondaires disponibles et pertinentes, et l'unité d'analyse est le territoire (145 au total). L'analyse a porté sur l'ensemble du territoire national. Un atelier technique national, regroupant 45 analystes des différentes provinces et représentant les services techniques du Gouvernement (Agriculture, Santé, Plan), les agences des Nations Unies (FAO, PAM) et des ONG internationales et nationales, s'est déroulé du 05 au 09 juin 2013 à Kinshasa. Ce rapport est le fruit d'un consensus technique entre tous ces partenaires.

La prochaine analyse devrait avoir lieu en octobre 2013, sous réserve de disponibilité de financements.

Recommandations pour les prochaines étapes

Au niveau de la réponse. La persistance des situations d'insécurité et des mouvements de populations notamment dans les provinces de l'Est (Nord Kivu, Sud Kivu, Province Orientale et Maniema) et au centre et au nord de la province du Katanga d'une part, et la chronicité de l'insécurité alimentaire d'autre part, ont quelque peu atténué et limité l'impact des actions menées par les acteurs de la sécurité alimentaire en RDC. En vue d'améliorer la situation et apporter une réponse efficace à ces populations vulnérables, il est recommandé entre autres : (i) au Gouvernement et à ses partenaires d'améliorer l'accès humanitaire des zones affectées par les conflits armés et d'assurer la protection des personnes vulnérables ; (ii) aux acteurs humanitaires et de développement de poursuivre et d'intensifier les actions actuellement en cours dans le pays notamment dans les zones affectées par les conflits armés ; (iii) au Gouvernement et à ses partenaires d'améliorer la coordination et la complémentarité des actions pour plus d'efficacité et d'œuvrer pour assurer un continuum entre les activités d'urgence, de réhabilitation, de transition et de développement (renforcement de la résilience des communautés) pour briser définitivement le cercle vicieux de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire en RDC ; (iv) aux partenaires techniques et financiers du Gouvernement de mobiliser les ressources nécessaires pour couvrir les besoins.

Au niveau de l'analyse IPC. Il est recommandé de : (i) œuvrer pour accroître l'appropriation par le Gouvernement, (ii) développer des mécanismes de financement durable des analyses, (iii) poursuivre le renforcement des capacités des acteurs nationaux, (iv) améliorer la décentralisation de l'outil IPC au niveau provincial et (v) entreprendre une cartographie de l'insécurité alimentaire chronique grâce aux outils IPC adaptés.

Contacts pour de plus amples informations

Groupe de travail technique IPC de la RDC : **Ministères de l'Agriculture, de la Santé, du Plan, FAO, PAM**

Unité de Soutien Globale de l'IPC : www.ipcinfo.org